

## L'économie de la Guadeloupe en 2014 Une économie au ralenti

P  
O  
R  
T  
R  
A  
I  
T

Dans la continuité de 2013, l'économie guadeloupéenne tourne au ralenti en 2014. Les échéances municipales ainsi que la multiplication d'évènements tels que l'épidémie de chikungunya et les différents mouvements sociaux ont marqué une activité économique déjà fragile. Dans un climat conjoncturel atone, l'investissement privé reste limité. Portée par les ménages au premier semestre, la croissance de l'investissement est tirée par les entreprises en fin d'année. La poursuite de la dégradation du marché du travail pèse sur la consommation des ménages qui tarde à retrouver une orientation durablement favorable en dépit du ralentissement de la hausse des prix. Conséquence de la faiblesse de la demande intérieure, les échanges commerciaux se contractent.

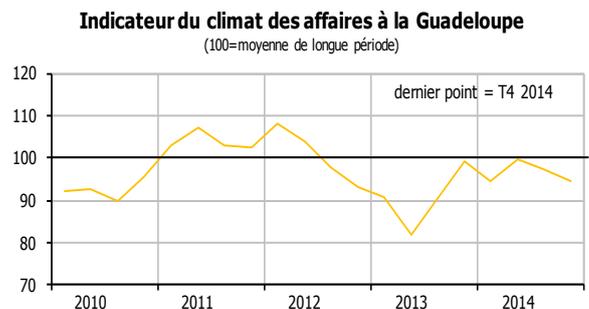
Au niveau sectoriel, l'évolution de l'activité est mitigée. Le secteur du BTP connaît une nouvelle année difficile, toujours pénalisé par le manque de grands chantiers publics et l'atonie du marché privé. Le secteur du tourisme enregistre un bilan en demi-teinte. L'évolution est cependant plus favorable pour le secteur primaire qui enregistre des résultats en hausse pour les filières canne et banane. L'activité commerciale se redresse en fin d'année. Le marché automobile affiche notamment une légère amélioration après une très mauvaise année 2013.

En dépit d'un contexte économique peu favorable, les encours de crédits progressent en 2014. Cette évolution est essentiellement tirée par les entreprises alors que l'activité de crédit aux ménages est en perte de vitesse. Les actifs financiers enregistrent pour leur part une progression moins dynamique en 2014.

### UNE CONJONCTURE MOROSE

#### L'indicateur du climat des affaires se redresse difficilement

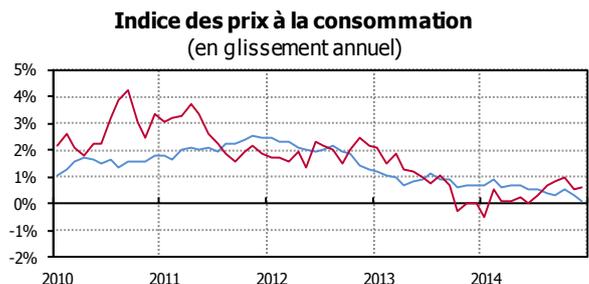
Depuis mi-2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est dégradé. Le redressement amorcé au deuxième semestre 2013 avait rapproché l'indicateur de sa moyenne de longue période. Cependant, il s'en écarte dès le premier trimestre 2014 pour se situer en fin d'année à 95,5 points. Excepté au deuxième trimestre, le climat des affaires s'est détérioré durant l'année 2014, révélant l'inquiétude des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de l'IEDOM.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

#### L'inflation ralentit

En 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,3 % en moyenne. Cette progression, trois fois moins importante qu'en 2013 (+0,9 % en moyenne), résulte du ralentissement ou de la baisse des prix de la majorité des postes de consommation et est inférieure à l'inflation relevée sur le territoire national (+0,5 %).



Source : INSEE

À fin décembre 2014, l'indice croît de 0,6 % en glissement annuel, tiré principalement par les prix des services (+1,4 %) et de l'alimentation (+1,4 %).

## Le marché du travail poursuit sa détérioration

Le nombre de demandeurs d'emploi persiste à des niveaux élevés. Fin 2014, Pôle emploi comptabilise 61 738 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A), soit une hausse de 2,2 % sur un an (après +1,4 % en 2013). Le rythme de progression est plus faible que celui de la France entière (+5,4 %). Les personnes âgées de 50 ans et plus voient leur situation se détériorer (+11,6 % inscrits en 2014 après +13,4 % en 2013). En revanche, les nombres de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminuent (-4,2 %) pour la seconde année consécutive.

Fin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés atteint un nouveau record à 24 875 personnes, en progression de 8,8 % par rapport à 2013.

Les offres d'emploi cumulées sur l'année 2014 collectées par Pôle emploi s'établissent à 9 672, en hausse de 3,3 % après une chute de 22,8 % en 2013, une année historiquement pauvre en offres d'emploi.

La baisse de l'emploi salarié marchand (-4,3 % au deuxième trimestre, selon l'Insee) se concentre en particulier sur les secteurs de la construction et de l'industrie.

## La consommation des ménages se maintient

Les tensions persistantes du marché du travail et les incertitudes économiques ont pesé sur la consommation des ménages qui se maintient en dépit d'un creux en milieu d'année.

Les importations de biens de consommation courante s'inscrivent en léger repli (-0,8 %). Les importations de produits agroalimentaires et les ventes de voitures particulières augmentent (respectivement de +1,9 % et +1,5 %) sans compenser les replis enregistrés les années précédentes. L'encours de crédits à la consommation est mieux orienté, progressant de 1,4 % en rythme annuel après -0,1 % en 2013 et +0,5 % en 2012.

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce restent mitigés sur l'évolution de leur activité, en hausse au dernier trimestre après neuf mois plutôt moroses.

Les indicateurs de vulnérabilité économique des ménages s'améliorent sur l'année. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue (-2,1 % par rapport à 2013) pour atteindre 19 890 personnes, son plus bas niveau depuis 1995. Le nombre de retraits de carte bancaire (6 026) diminue de 8,2 % par rapport à 2013 et d'incidents de paiement par chèque de 2,8 %.

## L'investissement est toujours limité

Dans un contexte économique toujours incertain, l'investissement des entreprises a connu une évolution inégale sur l'année affichant une meilleure orientation au dernier trimestre.

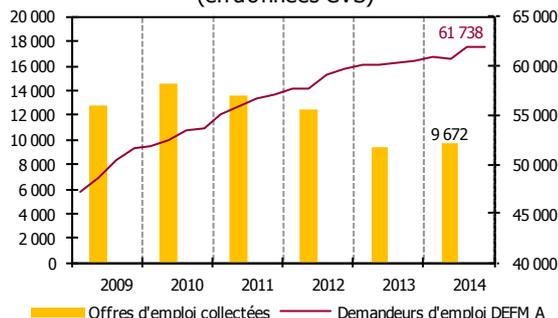
Après une pause en 2013, les encours des crédits à l'investissement des entreprises sont en nette progression (+5,9 %), notamment au cours du deuxième semestre. L'investissement immobilier est également plus dynamique sur un an (+4,8 %). Cette amélioration s'est traduite par une embellie en fin d'année des importations de biens à destination des entreprises, mais le bilan annuel est négatif. Les importations de biens d'équipement diminuent de 12,8 % et celles de biens intermédiaires de 7,0 %.

La croissance des encours de crédits à l'habitat des ménages ralentit (+2,9 %, après +6,0 % en 2013).

## Les échanges commerciaux se replient

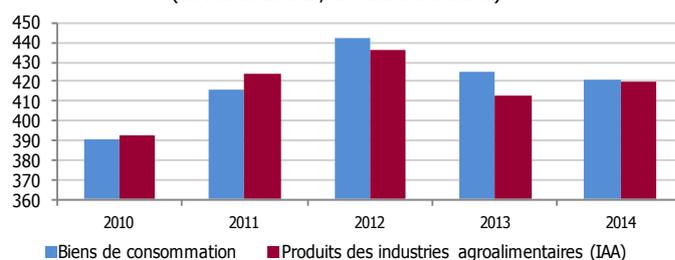
Les échanges commerciaux se replient en dépit d'une meilleure orientation en fin d'année. En cumul annuel, les importations reculent de 7,2 %, en lien avec la baisse des importations de produits de consommation courante des ménages, ainsi que de biens d'équipement et de biens intermédiaires des entreprises. Les exportations quant à elles diminuent de 24,6 % (-14,0 % hors produits pétroliers).

### Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées (en données CVS)



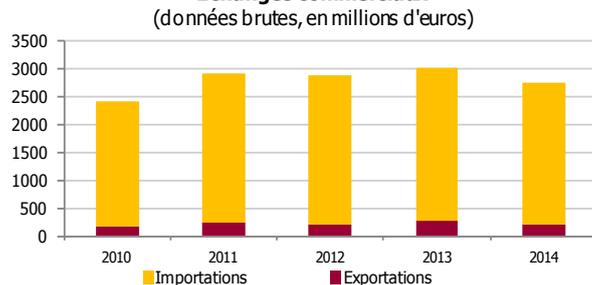
Source : DIECCTE

### Importations de biens destinés aux ménages (données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

### Échanges commerciaux (données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

# UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'ACTIVITÉ SELON LES SECTEURS

## Une activité mieux orientée dans le secteur primaire et l'agroalimentaire

En 2014, l'activité du secteur primaire est plus favorable. La campagne cannière a enregistré des résultats en hausse grâce aux bonnes conditions climatiques et aux efforts de replantations engagés suite à la campagne de 2013. Les usines sucrières ont broyé 587 676 tonnes de canne en 2014, soit une augmentation de 31 % par rapport à 2013, considérée comme l'une des campagnes les plus mauvaises de la décennie. Malgré les difficultés liées à la cercosporiose (une maladie fongique), les exportations de bananes restent dynamiques (+11,0 % après +6,2 %) atteignant un nouveau record sur la décennie à 72 900 tonnes.

L'activité des industries agroalimentaires (IAA) enregistre un bilan plus mitigé. Si les exportations de rhum industriel et de rhum agricole augmentent sensiblement (respectivement de +15,1 % et +25,2 %), après une année 2013 en fort repli, les exportations totales de produits agroalimentaires reculent de 4,7 %.

## Une année encore difficile dans le BTP

L'activité dans le secteur du BTP est particulièrement faible en 2014 et se détériore une nouvelle fois. Dans le bâtiment, le marché reste atone. En raison de l'attentisme lié aux échéances électorales municipales et des contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités, le manque de chantiers structurants a encore pesé sur l'activité du secteur des travaux publics. Les ventes de ciment sur le marché local ont continué à diminuer et s'élèvent à 194 206 tonnes. Il s'agit de la plus faible consommation de ciment depuis 1986. Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, accusent une baisse plus marquée (-15,6 %) que les ventes en sac (-5,0 %). Pour la seconde année consécutive, le nombre de permis de construire délivrés pour les logements diminue de 3,2 %, après -8,1 % en 2013. Les effectifs salariés recensés à la Caisse des congés du BTP demeurent stables par rapport à 2013 et s'élèvent à 6 245. Depuis 2009, le secteur a perdu 2 665 emplois.

## Une activité touristique mitigée

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité touristique est restée en retrait par rapport 2013. Déjà pénalisée par la médiatisation de l'insécurité sur l'île, l'activité 2014 a également été marquée par une succession d'événements (grève de l'essence, coupures d'eau, épidémie de chikungunya) qui ont contrecarré la bonne marche du secteur ainsi que les retombées positives résultant de l'organisation de la 10<sup>e</sup> édition de la Route du Rhum-Destination Guadeloupe.

Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes est quasiment stable (-0,2 % après +2,0 % l'année précédente), notamment en raison d'une offre en retrait sur la France métropolitaine et des effets de la grève d'Air France au mois de septembre.

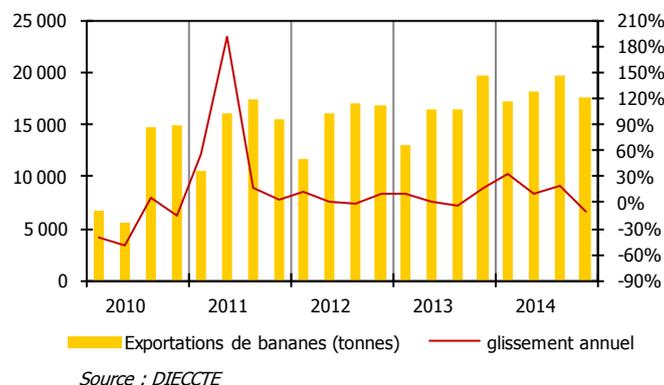
En revanche, le nombre de croisiéristes augmente significativement par rapport à 2013 (+48,0 %) atteignant son plus haut niveau sur les cinq dernières années.

## L'activité commerciale se redresse en fin d'année

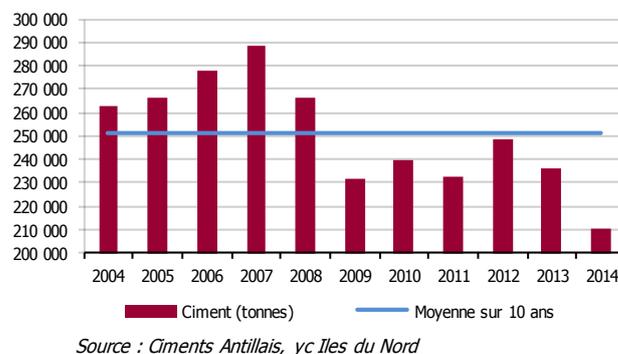
Le courant d'affaires des entreprises du secteur du commerce se redresse, en particulier au cours du dernier trimestre, mais les chefs d'entreprise anticipent une activité en baisse pour le début de l'année 2015.

Le marché automobile enregistre une légère amélioration, après avoir connu sa plus mauvaise performance depuis le début des années 2000 en 2013. Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs (16 610) a rebondi en fin d'année, permettant au marché de progresser par rapport à son niveau de 2013 (+1,3 %).

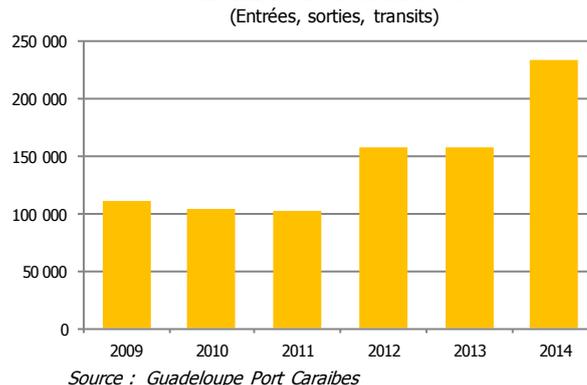
Évolution des exportations de bananes



Consommation de ciment



Nombre de croisiéristes

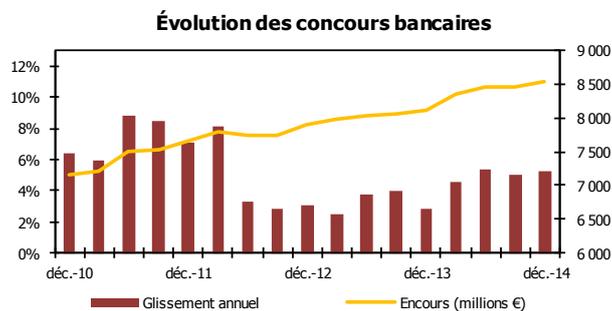


# L'ACTIVITÉ BANCAIRE RESTE BIEN ORIENTÉE

## Une activité de crédit principalement portée par le financement des entreprises

En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, l'activité de crédit progresse en 2014. À 8,6 milliards d'euros, l'encours sain des crédits enregistre une augmentation de 5,3 % sur un an (soit +434,0 millions d'euros). Cette évolution, essentiellement tirée par les entreprises, est supérieure à celle observée en 2013 (+2,9 %) et en 2012 (+3,1 %), mais demeure inférieure à celle de 2011 (+7,1 %).

Les financements consentis aux entreprises affichent une bonne performance sur un an (+6,0 % contre +0,6 % en 2013), pour s'établir à 4,0 milliards d'euros en fin d'année. Cette embellie est visible sur l'ensemble des segments. Après un début d'année relativement stable, les crédits immobiliers enregistrent une croissance plus soutenue (+4,8 % contre +1,7 % un an plus tôt). Les crédits d'investissement sont également en nette progression (+5,9 % après +0,9 % en 2013). En parallèle, après six années consécutives de baisse, les crédits d'exploitation renouent avec une croissance positive (+13,5 %).



Source : IEDOM

L'activité de crédit aux ménages est pour sa part en perte de vitesse. À 3,2 milliards d'euros, l'encours croît de 2,4 % sur un an après une hausse de 4,1 % en 2013 et de 4,9 % en 2012. Si les crédits à l'habitat augmentent à un rythme plus modéré que l'année précédente (+2,9 % contre +6,0 % en 2013), les crédits à la consommation sont mieux orientés cette année (+1,4 % contre -0,1 % en 2013).

Les crédits aux collectivités locales, essentiellement constitués de crédits d'investissement, enregistrent une croissance soutenue (+11,9 %) pour atteindre 0,9 milliard d'euros.

## Une amélioration de la sinistralité

Les risques de crédit portés par le système bancaire local sont en baisse en 2014. À 483,0 millions d'euros, l'encours des créances douteuses brutes diminue de 1,9 % sur un an (contre -10,6 % en 2013). La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis est également en retrait (-0,4 point) et s'établit à 6,4 %.

## Une croissance ralentie des actifs financiers

La collecte nette d'épargne enregistre une progression moins dynamique en 2014. À 7,6 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques augmentent de 3,1 % sur un an (soit +230,5 millions d'euros) contre +4,3 % en 2013.

La hausse est plus marquée pour les entreprises (+15,1 %) que pour les ménages (+1,1 %), ces derniers représentant 72,3 % des actifs financiers. En revanche, les actifs financiers des autres agents chutent de 10,1 % (soit -48,6 millions d'euros).



Source : IEDOM

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (35,8 %), affichent une hausse moins soutenue qu'en 2013 (+4,8 % contre +6,8 % en 2013), sous l'effet du repli des dépôts à vue des ménages (-0,8 %) et des autres agents (-18,0 %). De même, les placements liquides ou à court terme augmentent de 1,3 % après +3,0 % en 2013. Les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent une croissance inférieure à celle de l'année précédente (+1,7 % après +5,0 %), en raison d'une perte de vigueur des livrets A (+1,4 % contre +6,6 %) et des livrets de développement durable (+6,9 % contre +16,5 %), devenus moins rémunérateurs. L'épargne longue continue pour sa part de progresser (+3,2 % après +2,8 % un an plus tôt), tirée par les produits d'assurance-vie (+3,9 %) et les plans d'épargne-logement (+6,8 %).

## PERSPECTIVES INCERTAINES POUR L'ANNÉE 2015

Dans un contexte économique national contraint, la morosité devrait perdurer au premier semestre 2015 en Guadeloupe. Les incertitudes subsistent et pèsent sur les différents secteurs et les agents économiques. Des défis majeurs restent à relever notamment celui de la vétusté des installations de distribution d'eau. Dans le secteur du BTP, des perspectives plus optimistes se profilent avec la mise en chantier de certains projets. Le secteur du tourisme se présente comme un levier de développement privilégié mais reste particulièrement sensible aux chocs externes.

La mise en œuvre des nouveaux programmes opérationnels (PO) européens pour la période 2014-2020 montre la volonté de développer et d'accompagner le potentiel d'innovation et le dynamisme des agents économiques guadeloupéens.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZÉ – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Avril 2015 – Dépôt légal : Avril 2015 – ISSN 1952-9619